

*Initiatives ministérielles*

à l'égard de ce pays appelé Canada dans le document important que la Chambre doit encourager et défendre cinq jours par semaine, 52 semaines par an.

Par conséquent, il faut se demander pourquoi le gouvernement s'oppose à mettre dans ce projet de loi la confirmation d'une réalité que vous, monsieur le Président, et moi savons qui existe à Edmonton, Toronto, Montréal et Vancouver—dans la rue Principale de toutes les villes du Canada.

Si cela figure déjà dans la Loi sur le multiculturalisme et si le Conseil ethnoculturel du Canada, dont les représentants ont comparu devant le comité parlementaire pour étudier les propositions de McKenna, samedi dernier, qui reflétaient les aspirations de millions de Canadiens qui veulent voir cet aspect de leur société reconnu comme une caractéristique fondamentale, alors pourquoi le gouvernement craint-il de le faire dans une loi qui établit un nouveau ministère du Multiculturalisme? Cela consoliderait, confirmerait et célébrerait ce qui, à leur avis, figure dans la Loi sur le multiculturalisme qui a été adoptée pendant la dernière législature. Qu'est-ce qui a changé?

Je fais appel au bon sens et au jugement de mes collègues d'en face.

J'espère que ce nouveau ministère, après avoir été un ministère subalterne ou une annexe du secrétariat d'État pendant un certain nombre d'années sous les gouvernements divers qui se sont succédés accèdera au rang de ministère distinct de la culture.

Je reconnais qu'en politique et les faits étant ce qu'ils sont, on ne peut faire un pas de géant du jour au lendemain. Par conséquent, si cette motion permet à ce ministère subalterne d'accéder au rang de ministère du multiculturalisme et le cas échéant à celui de ministère de la culture, la plupart de mes collègues à la Chambre lui accorderont leur appui, indépendamment de leur allégeance politique. Un ministère de la culture puissant, monsieur le Président se souvient sans doute que c'est ce que nous avons réclamé pendant la dernière législature, mettra fin à l'impression qu'il joue en quelque sorte un rôle symbolique du fait qu'il existe, d'une part, un ministère de la culture et des communications et, d'autre part, un ministère du multiculturalisme.

Quelle est notre culture officielle? C'est le multiculturalisme. Nous sommes fiers d'avoir deux langues officielles, le français et l'anglais. Notre culture officielle est définie et exprimée par le multiculturalisme.

Par conséquent, j'espère qu'en fin de compte nous en arriverons à l'étape où nos expressions structurelles, c'est-à-dire les ministères, traduiront de fait la réalité que l'on retrouve dans toutes les villes et villages du Canada.

• (1600)

En guise de conclusion, je voudrais. . .

**M. Shields:** Monsieur le Président, le député d'en face fait allusion à une loi constituant le ministère du Multiculturalisme alors qu'en fait il s'agit de la Loi constituant le ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Il devrait citer correctement le titre de la loi.

**M. Marchi:** Monsieur le Président, en guise de conclusion, je voudrais dire—et je tiens à féliciter mon collègue de Broadview—Greenwood qui est l'un de nos deux porte-parole chargés de la question du multiculturalisme et de la citoyenneté—que le gouvernement semble avoir deux programmes. Il en a un avant les élections et un autre après.

Si on se reporte à la dernière période pré-électorale, on se rappellera que le gouvernement a alors pris une foule de mesures et fait plusieurs annonces, comme le redressement des torts causés aux Canadiens d'origine japonaise, le relèvement des subventions, l'augmentation des messages dans les médias s'exprimant dans une troisième langue, la présentation d'un projet de loi sur le multiculturalisme et d'un autre sur la création d'un institut des langues patrimoniales. Tout cela peu de temps avant les élections. Après les élections, il a réduit tous les budgets, sans lesquels les principes adoptés avant les élections resteront lettre morte. On finit par ne plus s'y retrouver et par sombrer dans le cynisme lorsque le gouvernement parle de multiculturalisme. C'est aussi ce qui explique pourquoi il faut exiger des précisions, des explications claires et des engagements de la part du gouvernement en ce qui concerne le multiculturalisme. On ne peut pas se contenter de vagues déclarations faites lors de pique-niques et de rassemblements à Toronto, à Montréal ou à Vancouver. Il faut que cette question soit placée sur le même pied que les autres priorités du gouvernement ici même dans les coulisses du pouvoir, et notamment à la Chambre des communes. J'estime que c'est bien peu de chose en échange du message qu'on enverrait ainsi aux Canadiens qui ne sont d'origine ni